

En supposant même que ce projet ne crée pas d'emplois, je ferais clan avec le NPD si je croyais que nous exportons du gaz naturel dont nous avons besoin. Il est évident que dans 50, 100, 200 ans, nous aurons toujours besoin de gaz naturel. Au début des années 70, je nourrissais les mêmes craintes au sujet des ventes de gaz et de pétrole, que j'avais d'ailleurs exprimées publiquement, mais je dois admettre que j'avais tort, parce que ces ventes ont contribué de façon certaine à l'avancement de la recherche, du développement et de la prospection. Nous avons maintenant plus de gaz naturel que nous n'en avions au début des années 70. Car, voyez-vous, le stimulant de l'industrie privée, c'est le profit. Ce n'est pas un vilain mot pour notre parti, ni pour le parti conservateur. C'en est un pour le NPD seulement. Les néo-démocrates ne nous disent pas où ils prendraient les capitaux si l'État possédait toutes les sources de production. C'est un détail qu'ils se gardent bien d'aborder. Au cours des deux dernières années environ, lorsqu'ils prétendaient être libéraux, ils pouvaient se payer ce luxe, mais plus maintenant.

Ils ne peuvent plus se le permettre. Donc, malgré les subtilités des télégrammes du leader du Congrès du travail du Canada et du président du syndicat des métallurgistes, ce sont encore les métallos, chômeurs ou non avec lesquels je me suis entretenu samedi matin dans ma circonscription qui m'impressionnent le plus. Ils en voulaient aux néo-démocrates d'avoir bloqué un projet qui, pour eux, représente la différence entre la pauvreté et la prospérité.

● (1610)

Une voix: Nommez-en un.

M. Mackasey: Le député d'en face ne se préoccupe pas des simples travailleurs.

Des voix: Bravo!

Une voix: Nommez-en un.

M. Mackasey: Le député insiste pour que je donne un nom. J'ai ici un télégramme signé de M. Len Stevens, directeur du district n° 3 des Métallurgistes unis d'Amérique.

Une voix: Lisez-le.

M. Mackasey: Je vais le lire puisque le député me le demande. Le voici:

Suite au télégramme envoyé à M. Ed Broadbent par M. Dick Martin, président de la Fédération des travailleurs du Manitoba:

«La Fédération des travailleurs du Manitoba, qui représente plus de 76,000 travailleurs, vous demande d'appuyer la construction du tronçon canadien ouest du gazoduc de la route de l'Alaska, tout en exigeant les garanties nécessaires et en veillant à protéger l'environnement. Les Canadiens ont d'autant plus besoin d'emplois que le chômage augmente et que les perspectives économiques sont sombres pour l'hiver prochain.»

Une voix: Lisez-le en entier, Bryce.

M. Mackasey: Cela ne leur plaît pas. Ils s'imaginent que le mouvement syndical est homogène. Ils ne réussissent pas à faire élire un député à Windsor malgré la forte proportion d'ouvriers dans cette circonscription. C'est parce qu'ils considèrent les syndiqués comme des robots. Les néo-démocrates

ont dit que ce projet n'était pas bon. Les travailleurs ont demandé pourquoi. Le NPD leur a dit: «Parce que nous vous disons qu'il est mauvais». Ils ne se rendent pas compte qu'aujourd'hui les travailleurs sont éduqués, instruits et renseignés en matière d'investissements. Ils décideront eux-mêmes si le projet est bon ou mauvais.

Les discours que nous avons entendus aujourd'hui ne sont que mépris pour la parole du président des États-Unis. Cela me surprend car j'ai grandi à une époque où l'on respectait vivement les États-Unis et leur président.

Une voix: Oh, assez!

M. Mackasey: Je ne comprends pas. De toute évidence, ce n'est pas leur cas. Ces députés rendent plutôt hommage à un autre pays, ce qui est leur droit. Mais j'ai été élevé de cette façon et je ne peux pas concevoir qu'un homme poli—car ce sont d'habitude des personnes intègres—puisse envoyer une lettre signée du président Carter—et répète la même chose de vive voix au cours du week-end—stipulant clairement que la construction du pipe-line aurait lieu comme prévu . . .

Une voix: Vous ne pouvez pas le garantir.

M. Mackasey: Pas plus que le député ne peut garantir le contraire. Cela revient à nos divergences de vues et de convictions. Le député a peut-être raison, mais il n'en sait rien. S'il a tort, il devrait penser au mal qu'il fait au pays en ce moment.

Une voix: Vous prenez des risques.

M. Mackasey: J'ai lu l'autre jour un article de quelqu'un qui travaille dans la sidérurgie. Il signalait en toute logique que notre pays, comme l'a fait remarquer le chef de l'opposition, est un grand pays. Il lui faut des gens qui voient à long terme, qui ouvrent la voie et qui aient l'esprit d'initiative. Comme bien des députés s'en souviendront, à l'époque de la construction de la voie maritime, nous avions sans cesse remis le projet à plus tard en attendant les Américains, pour finir par le mettre à exécution. Je me rappelle d'autres projets qui ont subi le même sort. Mais le député, dans un discours bien construit, a signalé que d'ici quelques années notre pays serait nécessairement impliqué dans une demi-douzaine de projets d'envergure, et non un seul. Il y aura Beaufort, Hibernia, les sables bitumineux, l'éventuel pipe-line vers les provinces de l'Atlantique lorsque nous connaîtrons la quantité de gaz que l'ont peut extraire à Sable Island et, bien entendu, le pipe-line de l'Alaska.

Si tous ces projets sont lancés simultanément dans deux, trois, quatre ou cinq ans, pensez aux problèmes que nous connaîtrons. Nous serons dans la même situation que vers la fin des années 60, quand on a construit en même temps le métro de Montréal et les bâtiments de l'EXPO. Rappellez-vous les répercussions que cela a eues sur l'économie et les salaires. Il y a eu des pénuries de main-d'œuvre qualifiée et professionnelle, d'ingénieurs et de capitaux. L'inflation nous a frappés durement et si nous en avons hérité dans les années 70, c'est bien à cause d'un manque de coordination ou de planification dans les années 60.